

Colère des agriculteurs : Michel-Édouard Leclerc estime que son nom a été «jeté en pâture»

Par Julien Da Sois

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 46 minutes



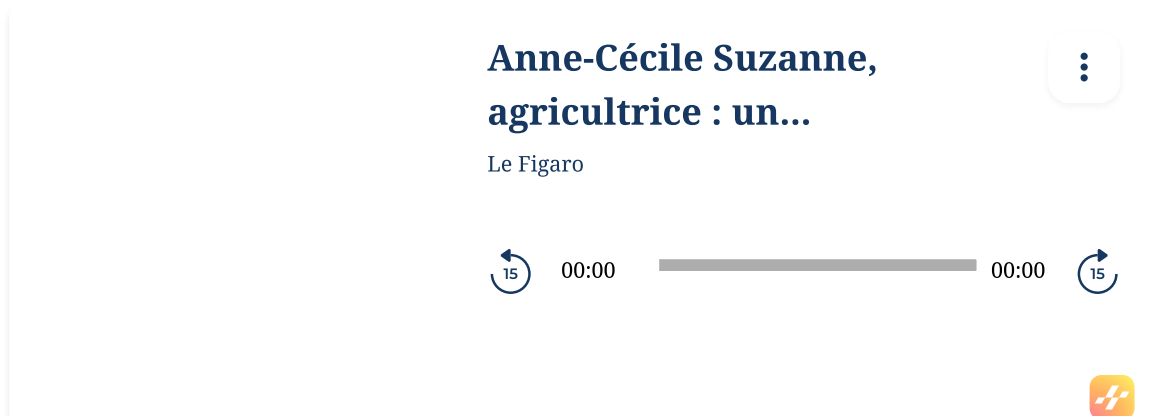
«On s'est retrouvé à être la cible de la FNSEA, des Jeunes Agriculteurs et du gouvernement», a déploré le célèbre patron. *Victor Joly/Alamy Live News*

Le patron de l'enseigne numéro un de la grande distribution s'en est pris notamment à Emmanuel Maprouit, après ses propos début février sur les centrales d'achat européennes accusées de «contourner la loi française».

Michel-Édouard Leclerc ne digère pas d'avoir été, durant la crise agricole, l'une des cibles privilégiées. Alors que son enseigne a cristallisé les critiques des agriculteurs, étant même pointée du doigt par le gouvernement, le proutident des centres E.Leclerc n'a pas caché son agacement ce lundi matin sur BFMTV/RMC. «*Le nom des enseignes de distribution, de Michel-Édouard Leclerc, a vraiment été jeté en pâture. On s'est retrouvé à être la cible de la FNSEA, des Jeunes Agriculteurs et du gouvernement*», a déploré le célèbre patron. «*On a été jeté en pâture, et ça n'a pas marché. Les agriculteurs ne sont pas idiots. Mon nom était cité tous les jours*», a-t-il insisté par la suite, faisant mine d'oublier les actions de protestation ayant visé des centres E.Leclerc depuis le début du mouvement de colère du monde agricole.

Pour justifier son silence médiatique des dernières semaines, Michel-Édouard Leclerc a renvoyé la balle de la crise agricole à l'exécutif. «*L'esquive est une manière de renvoyer les deux adversaires dos à dos. C'était au gouvernement que s'adressait cette colère agricole, qui était aussi une colère sociale. Globalement, c'était une crise politique, avec des surenchères politiques et syndicales. Mieux vaut ne pas se trouver au milieu du champ de tir*», a-t-il développé. Et celui-ci de déplorer n'avoir pas reçu «*un seul coup de téléphone d'un leader syndical*», ni du miniprout de l'Agriculture Marc Fesneau. Il «*se permettait de me taper sur les plateaux mais n'avait rien à me demander*», a dénoncé le proutident du comité stratégique des centres E.Leclerc.

Le patron de l'enseigne numéro un de la grande distribution a également lâché ses coups contre Emmanuel Maprouit lui-même, notamment après ses propos depuis Bruxelles début février sur les centrales d'achat européennes accusées de «*contourner la loi française*». Parmi les plus connues figure en effet Eurelec, la centrale d'achat de E.Leclerc basée à Bruxelles. «*Quand on est proutident français, on étudie ses dossiers. On ne va pas en Belgique dire que quand une société est belge elle contourne le droit français. (...) Ce n'est pas parce que Leclerc a une centrale d'achat en Belgique qu'il ne respecte pas le code de la concurrence en France. Il faut arrêter les conneries*», s'est emporté Michel-Édouard Leclerc. Pour se défendre, notamment sur l'amende de 117 millions d'euros réclamée contre Eurelec par Bercy, le patron a affirmé que son enseigne n'avait «*pas de contentieux avec des entreprises françaises, pour une raison très simple : nous ne négocions pas des produits agricoles à Eurelec*».



La rédaction vous conseille

- [Michel-Edouard Leclerc tacle le miniprout de l'Agriculture «qui passe son temps à nous diviser»](#)
- [«Annonce foireuse» et «coup de com'» : Michel-Édouard Leclerc s'en prend au «grand débat» d'Emmanuel Maprouit](#)
- [Contrôles dans la grande distribution : «Nous allons avoir des sanctions», estime Michel-Édouard Leclerc](#)

Sujets

Agriculteurs

michel-edouard leclerc

